

Cri d'alarme aux responsables des archives !

Pierre Vennat

La Commission Tremblay (1953-1956) : cinquante ans de débats sur le déséquilibre fiscal

Volume 16, numéro 1, automne 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054612ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054612ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique

Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Vennat, P. (2007). Cri d'alarme aux responsables des archives ! *Bulletin d'histoire politique*, 16(1), 319–323. <https://doi.org/10.7202/1054612ar>

Cri d'alarme aux responsables des archives !

PIERRE VENNAT
Journaliste et historien

Invité par la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec, à la Citadelle de Québec, en novembre 2006, j'ai voulu profiter de ce colloque consacré à l'histoire militaire pour lancer un cri d'alarme qui, j'espère, en fera bouger certains. On trouve dans les sous-sols de régiments, dans les archives de la plupart des arsenaux militaires, des mines d'or pour les historiens qui sont en voie de perdition, faute d'entretien et d'intérêt. Il en est de même de multiples endroits publics et privés du Québec : faute d'entretien, faute de moyens pour les conserver, des tonnes de documents précieux pour la rédaction d'une histoire sociale et politique du Québec risquent de se désintégrer avant même d'avoir pu être consultés.

Cela n'était pas la première fois que j'attirais l'attention là-dessus. Deux ans auparavant, lors du dixième colloque en histoire militaire, tenu à l'UQAM sous l'égide de la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec, parlant d'une biographie du général Dollard Ménard que je venais de publier, j'avais alors expliqué que celle-ci m'avait été facilitée par le fait qu'un beau jour de 2002, le fils du général, Charles Ménard, débarqua chez moi un bon matin avec une douzaine de grosses caisses, certaines en bois, pesantes lourds, remplies de documents de toutes sortes.

Ceux-ci n'étaient pas classés, certains documents, notamment des coupures de journaux concernant sa carrière, menaçaient de tomber en poussière. Et pourtant, on retrouvait là à peu près toute la correspondance que le général avait envoyée et reçue durant sa vie, et tous les documents officiels ou non concernant sa carrière, en plus des agendas de sa vie quotidienne depuis son arrivée aux Indes en 1938 jusqu'à sa mort en 1997. Ces agendas, reliés et bien conservés, non seulement contenaient la date de ses rendez-vous, et des principaux coups de fil qu'il avait donnés ou reçus mais souvent étaient annotés. Mieux que cela, à intervalles réguliers mais certaines fois pendant

des mois consécutifs, le général avait tenu un journal dans lequel il se confiait en toute franchise. Tout ceci devait donner une bonne cinquantaine de cahiers, de quelques 300 pages chacun, remplis à la plume d'une écriture fort lisible. Enfin, les dossiers du général contenaient également des centaines de coupures de presse, jaunies, concernant sa carrière, la plupart, malheureusement, éparpillées et menacées de se déchirer, mais aussi des *scrapbooks*, très bien tenus, où le général, ses subalternes ou sa famille avaient collé à peu près tout le concernant.

Convaincu que j'avais en ma possession une véritable mine d'or, j'avais réussi à faire venir d'Ottawa, à ma résidence sur l'île de Montréal, nul autre que le directeur d'Histoire et Patrimoine au ministère de la Défense, Serge Bernier, pour qu'il puisse bien voir que je n'inventais rien en disant que j'étais, temporairement, en possession des archives personnelles du général et qu'il y avait là une source immense de renseignements dans lesquels, bien sûr, j'ai abondamment puisé pour rédiger sa biographie.

Malheureusement, quelque temps plus tard, j'avais dû remettre ces documents à la famille, sans avoir pu les classer après usage. À l'époque, Charles Ménard espérait vendre ces documents et autres pièces appartenant au général aux Archives nationales à Ottawa ou à celles de Québec ou au Musée de la civilisation, estimant que si Ottawa avait acheté à prix d'or les trésors du hockeyeur Maurice Richard, il pourrait en faire autant pour un héros militaire. Hélas, si Québec et Ottawa ont démontré un certain intérêt, ce n'était que pour accepter un don et encore, on ne s'engageait même pas à classer immédiatement les dits documents et à les mettre à la disposition des chercheurs.

Tous ceux qui ont fréquenté les Archives nationales d'Ottawa ou de Québec savent que même si quelqu'un fait don d'archives à ces institutions, il arrive bien souvent que ces documents vont croupir des années dans des recoins, faute de personnel et de ressources financières suffisantes pour les classer, les mettre sur disquette ou microfilms, etc. Il y a ainsi, à travers tout le pays, des piles de documents, de boîtes, de coupures de journaux, de lettres ayant une valeur historique et ainsi de suite qui croupissent dans la poussière et qui risquent d'être perdus à jamais si on ne trouve pas moyen de débloquent les fonds pour tout archiver et si possible numériser les archives.

Je ne sais pas ce qu'il est advenu de tous les documents personnels que j'avais pu consulter quelques semaines. Je sais que ni Ottawa ni Québec ont voulu les acheter, bien que le Musée de la civilisation à Ottawa ait payé une petite fortune pour acquérir une partie des « trésors sportifs » du hockeyeur Maurice Richard. Je sais aussi que les médailles du général Ménard ont été achetées *in extremis* d'un encanteur pour un bon prix et sont maintenant

exposées au petit musée régimentaire des Fusiliers Mont-Royal. Mais je déplore surtout que non seulement Québec ou Ottawa n'aient voulu défrayer la moindre somme pour les archives personnelles d'un héros de guerre, mais qu'en plus, les deux gouvernements ont refusé à s'engager à les classer scientifiquement et à prendre les moyens pour les mettre à la disposition de chercheurs si on leur en faisait cadeau. La raison officielle : on n'avait ni le temps, ni le personnel nécessaire, ni les moyens financiers pour se faire.

C'est que, semble-t-il, s'il y a un marché pour les « objets », on n'a qu'à se souvenir que les vieux chandails, rondelles, bâtons de hockey et trophées du hockeyeur Jean Béliveau se sont vendus 500 000 \$ lors d'un encan. Et qu'il y aurait même un marché pour les vieilles cartes de joueurs de hockey ou de base-ball mais il n'y en aurait pas pour les archives historiques, sauf dans des cas vraiment exceptionnels. Faute de ressources, donc, des milliers de documents de valeur sont, sinon détruits, du moins en voie de l'être par la poussière, le manque d'aération convenable, le manque de classement, etc. Pour prendre deux exemples, j'ai été pendant près de deux ans, à la fin de ma carrière à *La Presse*, responsable du centre de documentation de ce quotidien montréalais. Ceux qui regardent régulièrement les émissions du canal Historia ont sûrement souvent constaté le recours à des photos d'archives obtenues grâce à ce journal.

Ce que l'on ne sait pas, c'est que ces photos sont conservées dans de vieilles chemises, souvent déchirées et entreposées dans un vieil hangar, sale, sans lumière et sans air, adjacent à l'immeuble du journal, véritable trappe à feu où on s'attend toujours à mettre le pied sur un rat, et où d'ailleurs personne ne pénètre sauf quelques minutes pour aller chercher une photo. Ces photos sont en voie de se détruire et même si le journal appartient à Power Corporation, les responsables du centre de documentation n'ont pas encore réussi à convaincre la direction de les numériser. En un mot, d'ici quelques années, au plus tard, toute cette précieuse cargaison de photos à caractère historique des débuts du journal, en 1884, jusqu'à environ la Révolution tranquille sera disparue, inutilisable. Quant aux microfilms, de ce journal comme d'ailleurs, si je ne m'abuse, de la plupart des journaux jusqu'à l'arrivée de l'Internet à la fin du xx^e siècle, ils ne sont pas indexés. Ce qui revient à dire que quelqu'un qui fait une recherche en consultant les vieux journaux doit savoir d'avance la date de l'article qu'il cherche ou se risquer, comme j'ai dû le faire pour les ouvrages que j'ai publiés sur les différents conflits du xx^e siècle, à lire des centaines de pages, la plupart inutilement.

Le cas des journaux est loin d'être unique. Un jeune historien de l'Université Laval qui, il y a quelques mois, effectuait des recherches sur la Première Guerre mondiale en vue de sa thèse de doctorat, m'a confié avoir découvert

dans la cave du vieil immeuble de l'Union nationale française à Montréal des tonnes de documents datant du début du xx^e siècle sur les relations québéco-françaises de l'époque, utiles non seulement aux historiens militaires, mais à tous ceux qui s'intéressent aux relations entre la France et le Québec ou à notre histoire économique. Or ces documents sont non seulement non classés, menacés eux aussi par la poussière et la déchirure, mais la direction actuelle de l'organisme centenaire en ignorait même l'existence.

Il n'est donc pas étonnant que j'aie trouvé dans la cave du manège militaire abritant depuis un siècle les Fusiliers Mont-Royal, des tas de documents ayant servi à rédiger mon histoire régimentaire, mais qui, dans la poussière, la malpropreté, le désintérêt total des autorités régimentaires et de leurs supérieurs hiérarchiques au niveau de la brigade, du secteur des Forces terrestres, du ministère de la Défense et de celui des Anciens combattants, seront partiellement ou même complètement inutilisables pour d'autres chercheurs d'ici quelques années ou quelques mois. Faut-il croire qu'à la Défense nationale, malgré qu'on se soit doté d'une Direction Histoire et Patrimoine, dirigée par un historien prestigieux, Serge Bernier, qui a beaucoup fait pour ressusciter l'histoire militaire des Canadiens français, assisté d'une équipe des plus compétente, on n'ait pas donné à cette direction de pouvoir vraiment décisionnel? C'est donc un cri d'alarme et un cri du cœur que j'ai lancé en novembre 2006 en profitant d'un colloque sur les histoires régimentaires.

La Direction Histoire et Patrimoine du ministère de la Défense, accordant certaines subventions aux musées militaires, a mis sur pied un Service d'inspection des musées qui voit à ce que ceux-ci remplissent bien leur mission et conservent adéquatement les artefacts en leur possession. De plus, chaque année, elle subventionne l'Organisation des musées militaires du Canada pour qu'elle organise un cours annuel d'une semaine visant à perfectionner les aptitudes des bénévoles s'occupant de ces musées. Malgré les lacunes constatées et les améliorations encore nombreuses à apporter à nos musées militaires, on peut dire que dans l'ensemble, les artefacts de notre passé militaire sont bien conservés.

Mais qu'en est-il des archives de ces mêmes régiments? Mon expérience à fouiller durant des semaines dans la cave du manège des Fusiliers Mont-Royal et mes conversations avec d'autres historiens me permettent d'affirmer que les classeurs et sous-sols de nos régiments contiennent des centaines de lettres, scrapbooks, coupures de presse, journaux de guerre, rapports, journaux personnels de vétérans, pas classés, dont on n'a même pas d'inventaire et qui risquent de se perdre, de se déchirer, si ce n'est déjà fait, et qui sont conservés dans l'indifférence générale par les autorités régimentaires actuelles qui, plus souvent qu'autrement, s'en foutent, et par les bénévoles des musées

qui n'en ont que pour les artefacts, bien que seule l'histoire peut en expliquer les significations. Quant à ceux qui, de bonne foi, ont laissé leurs souvenirs aux régiments, pensant être utiles, ils ignorent qu'on les a placés au fond des tiroirs, où ils croupissent depuis des années.

Les chercheurs, les historiens, les étudiants à la recherche de sujets de thèses intéressantes, trouveraient là des trésors. À condition de pouvoir les utiliser, bref que le tout ne se détruise pas, ce qui sera le cas très bientôt, si on n'y voit pas.

Mais mon cri d'alarme dépasse de beaucoup la simple histoire militaire. Il existe dans des tas de sous-sols au Québec, des archives de mouvements populaires, de partis politiques, de syndicats, sans compter les archives personnelles de plusieurs personnages ayant joué un rôle précieux dans l'élaboration du Québec d'aujourd'hui et auxquelles personne n'a actuellement accès.

Je souhaite donc, comme plusieurs autres, que les autorités gouvernementales qui subventionnent un tas d'activités culturelles imposent par législation l'obligation aux organismes reconnus d'intérêt public, de même qu'aux sociétés commerciales (l'histoire économique est une composante importante de notre passé collectif), d'avoir des normes en fait de conservation pour les archives de ces institutions.

Et surtout qu'on débloque des fonds et les budgets nécessaires pour qu'on puisse inventorier et conserver adéquatement ces trésors. Il en est de la survie de notre histoire.

Mais j'ai bien peur que demain ne soit pas la veille.